Document generated on 03/28/2024 4:50 a.m.

Canadian Journal of Bioethics
Revue canadienne de bioéthique

Un besoin d'éthique en archéologie?
A need for ethics in archaeology?

Ségolène Vandevelde and Béline Pasquini

Volume 2, Number 3, 2019

L'Éthique en Archéologie
Ethics in Archaeology

URI: https://id.erudit.org/iderudit/1066457ar
DOI: https://doi.org/10.7202/1066457ar

See table of contents

Publisher(s)

Programmes de bioéthique, École de santé publique de l'Université de Montréal

ISSN

2561-4665 (digital)

Explore this journal

Cite this document

Vandevelde, S. & Pasquini, B. (2019). Un besoin d'éthique en archéologie? *Canadian Journal of Bioethics / Revue canadienne de bioéthique*, *2*(3), 1–8. https://doi.org/10.7202/1066457ar

Article abstract

This introductory text provides a summary of the Archaeo-Ethics Conference held in Paris on May 25-26 2018. It also introduces the texts in this special issue devoted to ethics in archaeology, proceedings of the Conference. The texts have been separated into five parts:"What collaborations between archaeologists and local populations?", "(Re-)appropriation or instrumentalization of archaeological research?","What collaborations between professional archaeologists and heritage enthusiasts (from qualified amateurs to looters)?", "Human remains, archaeological remains unlike any other", and "Archaeology in the face of a management imperative: what consequences for our practice?". Two transversal papers serve as an introduction and conclusion to the volume, which starts with this editorial and is closed with a conclusion by the conference organizers.

All Rights Reserved © Ségolène Vandevelde, Béline Pasquini, 2019

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

https://www.erudit.org/en/

Canadian Journal of Bioethics
Revue canadienne de bioéthique

ÉDITORIAL / EDITORIAL

Un besoin d'éthique en archéologie?

Ségolène Vandevelde[a,b], Béline Pasquini[a,b]

The English version of this text appears below / La version anglaise de ce texte figure ci-dessous.

La genèse du colloque Archéo-Éthique

C'est lors de séjours dans des universités nord-américaines que nous avons découvert l'éthique en archéologie. À notre retour en France, nous avons toutes deux partagé les mêmes constats. D'une part, les enseignements sur l'éthique sont rares en France ; ils étaient d'ailleurs complètement absents de nos cursus respectifs, alors même qu'il paraît essentiel de réfléchir sur notre profession, notre statut et notre position en tant que profession culturelle et scientifique dans le monde actuel. D'autre part, les archéologues anglo-saxons abordent les questions éthiques d'une façon qui est propre à leur histoire et à leur culture et qui ne peut donc être importée telle quelle en Europe.

C'est pourquoi nous avons décidé d'organiser, en France, une rencontre sur le vaste thème de l'éthique en archéologie. Le colloque Archéo-Éthique s'est tenu à l'Institut National d'Histoire de l'Art (INHA) à Paris les 25 et 26 mai 2018 et a permis la rencontre de chercheurs issus de différents pays et de différentes disciplines. Nous espérions ainsi susciter un dialogue non seulement sur les thèmes traditionnellement abordés en éthique en archéologie, mais aussi sur les problématiques nouvelles qui émergent avec les évolutions de la société contemporaine. Nous souhaitions aussi montrer que nous sommes toutes et tous concernés par l'éthique en tant qu'archéologues et que le sujet ne se limite pas aux relations avec les populations autochtones ou aux fouilles de sépultures. En effet, les archéologues sont aujourd'hui confrontés à des questions très variées dans leur pratique quotidienne : contextes difficiles (dictature, guerre, pauvreté, territoires revendiqués), contraintes économiques, (dé)réglementations de l'archéologie et concurrence, archéologie funéraire et émergence de nouvelles sensibilités, relation entre archéologues et populations autochtones ou locales, relation entre archéologues professionnels et archéologues amateurs, pression à la publication et bonnes pratiques de publication, médiatisation des résultats, etc. Le colloque a été conçu comme un espace-temps dédié à une prise de recul sur notre travail, nos pratiques et nos missions.

Par manque de temps, la question du sexisme en archéologie n'a pu être abordée pendant le colloque. En parallèle, nous avons donc monté l'exposition Archéo-Sexisme et avons tenu à ce que la dernière contribution de ce numéro (Mary, Pasquini et Vandevelde) porte sur cette question. L'ensemble des œuvres de création réalisées pour l'exposition y est notamment présenté.

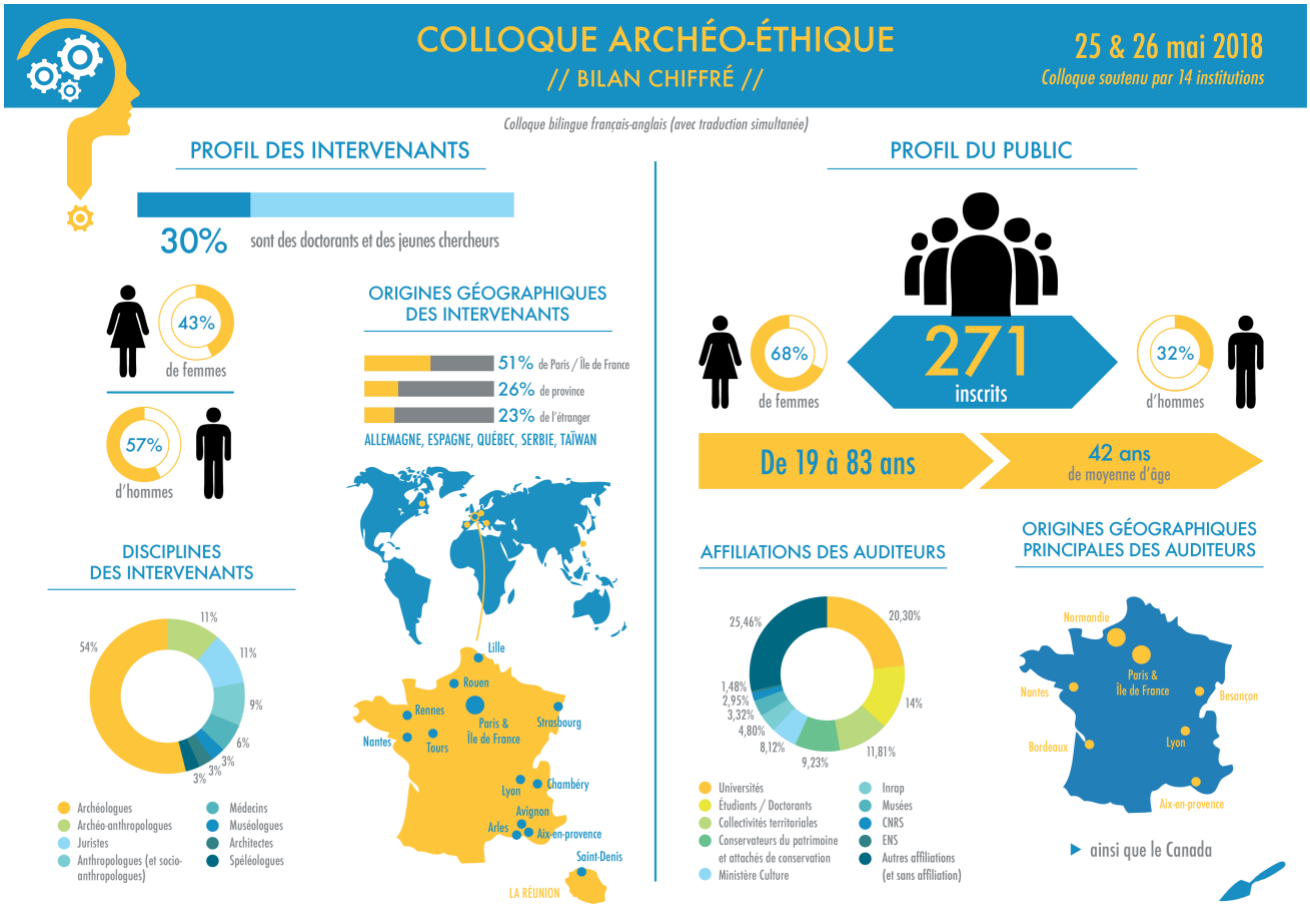
Les participants au colloque[1] : intervenants et auditeurs

Lors de ce colloque, nous avons tenu à mettre en place un dialogue entre des intervenants aux profils variés. Tout d'abord, en insistant sur l'interdisciplinarité puisque les non-archéologues représentaient 34 % des intervenants, parmi lesquels il y avait des médecins, juristes, sociologues, anthropologues, spéléologues et muséologues. Ensuite, par la présence de 23 % de chercheurs internationaux venus d'Allemagne, d'Espagne, du Canada, de Serbie, ou encore de Taïwan et de chercheurs français venus de nombreuses villes de France[2]. Enfin, par l'implication de 30 % de doctorants et de jeunes chercheurs (Figure). Le rassemblement de ces différents profils – tant sur le plan de l'expérience, des champs disciplinaires et des pays et des régions d'origine – a permis de varier les points de vue et les approches. Nous avons également tenu à enrichir les réflexions en consacrant 40 % du temps du colloque aux discussions avec la salle[3], ce qui a permis à un public de professionnels, d'étudiants, d'amateurs ou de plus généralement de citoyens d'élargir le débat par leurs expériences, leurs questions et leurs remarques. Un large désir de prise de parole s'est d'ailleurs manifesté, démontrant l'intérêt du public présent pour les nombreuses questions d'éthiques abordées lors de ces deux jours.

L'intérêt du public fut également reflété par le grand nombre d'inscrits, avec une salle comble (dont 68 % de femmes et 32 % d'hommes, âgés de 19 à 83 ans) qui s'est déplacée, majoritairement de Paris et d'Île-de-France, mais aussi, pour plusieurs d'entre eux, de nombreuses régions françaises[4]. Là aussi les profils étaient variés, avec des professionnels du patrimoine,[5] mais aussi des médecins, des ingénieurs et techniciens en biotechnologies, des écrivains, des architectes, des membres de l'éducation nationale, etc. (Figure). Suite au colloque et aux nombreuses discussions qu'il a suscitées, certains auditeurs et certains présidents de session ont d'ailleurs décidé de proposer des contributions complémentaires qui sont venues parfaitement s'intégrer à la publication des actes rassemblés dans ce numéro thématique. Un des buts de cette publication est de poursuivre et d'enrichir le dialogue entre archéologues européens et anglo-saxons, aux visions parfois très différentes. Dans cette perspective d'échanges, les vidéos du colloque ont été mises en ligne en version originale et en version doublée (Français-Anglais) afin d'être accessibles au plus grand nombre.

[1] Le masculin est utilisé comme forme neutre dans le texte afin d'alléger celui-ci.
[2] Aix-en-Provence, Arles, Avignon, Chambéry, Lille, Lyon, Nantes, Paris – Île de France, Rennes, Rouen, Strasbourg, Saint-Denis de la Réunion et Tours.
[3] Les discussions ont été riches, mais n'ont malheureusement pas pu être mises en ligne à la suite des présentations formelles pour des raisons de droit à l'image.
[4] Majoritairement de Normandie, Franche-Comté, Auvergne-Rhône-Alpes, PACA, Pays-de-la-Loire et Aquitaine.
[5] Archéologues rattachés aux universités, aux collectivités territoriales, à l'Inrap (Institut national de recherches archéologiques préventives), au Ministère de la Culture et au CNRS (Centre National de la Recherche Scientifique), des conservateurs du patrimoine et des attachés de conservation, des professionnels des musées et des membres de l'inspection du patrimoine et des archives.

2019 S Vandevelde, B Pasquini. Creative Commons Attribution 4.0 International License
ISSN 2561-4665



Réalisée par Claire Dupuis

Ce numéro peut être divisé en cinq grandes parties thématiques

La première partie intitulée « Quelles collaborations entre archéologues et populations locales? » regroupe trois contributions (Gates St-Pierre ; Bousquet ; González-Ruibal) et traite de la question de l'altérité et des problèmes liés à la collaboration avec les populations locales dans différentes zones du monde, particulièrement dans les contextes postcoloniaux. La décolonisation progressive de l'archéologie invite le chercheur à adopter une démarche réflexive et à redéfinir ses pratiques, tout en questionnant son rapport avec les populations et le patrimoine archéologique (Gates St-Pierre). Les recherches-action ou les recherches collaboratives ont gagné en popularité, associant activement les populations au processus de recherche (Bousquet) ; sont-elles pour autant plus éthiques? Quels écueils à éviter lorsque ces démarches sont adoptées? Les auteurs montrent également que la déconstruction des pratiques seule ne suffit pas (González-Ruibal) ; les archéologues doivent également déconstruire la représentation de l'Autre avec lequel ils interagissent : il est nécessaire de sortir d'une vision fantasmée de l'altérité, encore souvent marquée par le mythe du « bon sauvage ». Il n'existe pas d'entité commune et homogène constituée par les communautés autochtones ; il n'y a donc pas de recette unique pour interagir avec elles. Les situations rencontrées par les archéologues sont variées et complexes, particulièrement en ce qui concerne la confrontation des savoirs traditionnels avec les savoirs produits par la recherche archéologique (Gates St-Pierre), qui ne permettent pas toujours l'émergence d'un consensus sur le passé. L'archéologue se doit de maintenir et de défendre la rigueur scientifique de son travail ; il ne peut néanmoins pas rejeter ou nier l'existence d'un autre discours sur le passé. Inclure les savoirs traditionnels n'implique pas de déformer les résultats de sa recherche scientifique, mais plutôt de permettre la coexistence de discours concurrents ou complémentaires sur le passé (Gates St-Pierre). La déconstruction de la représentation de l'Autre (González-Ruibal) est l'étape préalable permettant d'adopter un regard critique et réflexif tant sur les savoirs et les intérêts du chercheur que sur ceux des populations locales.

La seconde partie, « (Ré)appropriation ou instrumentalisation des recherches archéologiques? », rassemble trois articles (March ; Molinié ; Vidal et Petit) traitant de l'archéologie en relation avec les processus de construction identitaire. Les sites et les résultats de la recherche font régulièrement l'objet d'une instrumentalisation au service d'idéologies politiques ou religieuses visant à la création d'identités (en général nationales) souvent fantasmées, ou encore au service d'intérêts économiques. Les deux premiers articles de cette partie questionnent à nouveau les relations entre chercheurs et populations locales, cette fois en Amérique latine, mais en se penchant tout particulièrement sur les questions de mondialisation, de politique et d'économie (en grande partie, liées au tourisme). L'inscription d'un site au patrimoine mondial

de l'humanité par les Nations Unies, par exemple, pose un certain nombre de questions éthiques à l'archéologue à plusieurs échelles, locale, nationale et internationale. La reconnaissance d'une filiation entre une communauté actuelle et le patrimoine associé à une culture du passé peut avoir des conséquences sociales et économiques importantes à l'échelle régionale (March). L'implication des populations dans le processus de patrimonialisation est donc essentielle, mais elle n'est pas neutre. Y a-t-il une différence de légitimité lorsqu'une minorité s'empare de son passé pour en faire un étendard ou lorsqu'un État souverain utilise le sien pour construire un roman national? Les archéologues doivent-ils s'alarmer de la contribution des vestiges archéologiques ou de leurs travaux à la construction d'idéologies nationales, comme au Pérou autour de la figure de l'Indien étatique Inca, ou internationales avec le développement de la mystique *New Age* (Molinié)? Y a-t-il des différences, lorsque l'on transpose en France l'instrumentalisation des recherches archéologiques dans la construction d'un mythe national? La question de la construction d'un mythe national appuyé par l'archéologie est soulevée par le dernier article de cette partie (Vidal et Petit), qui nous interpelle également sur l'attitude à adopter, en tant que chercheurs et en tant que scientifiques, sur le traitement médiatique d'une prétendue controverse (la localisation du siège de la bataille d'Alésia) à des fins idéologiques et mercantiles, cette fois dans un contexte européen.

Nous restons en France avec la troisième partie : « Quelles collaborations entre archéologues professionnels et passionnés du patrimoine (de l'amateur qualifié au pillard)? ». Les quatre contributions (Delestre ; Lecroere ; Gransard-Desmond ; Gauchon) nous invitent à nous questionner sur nos relations avec les « passionnés du patrimoine », déclarés comme tels ou réels. Le patrimoine archéologique fait partie du paysage et les populations, montrent parfois un grand intérêt pour les vestiges archéologiques, en particulier lorsqu'elles vivent à proximité des sites. Lorsque les archéologues souhaitent les associer au processus de recherche, la première difficulté réside peut-être dans la différenciation entre amateurs (parfois membre de sociétés savantes) et potentiels informateurs d'une part, et les pillards ou les détectoristes d'autre part ; ces derniers se présentant souvent comme des passionnés d'Histoire et de grands connaisseurs du paysage local. Chez ces derniers on retrouve la même rhétorique que celle utilisée par certains manipulateurs d'opinion et partisans du mythe national (Vidal et Petit, partie 2 de ce numéro), à savoir celle de la théorie du complot (Lecroere), qui accuse les archéologues et les services de l'État de persécution. Le premier témoignage s'attache à exposer la situation actuelle concernant le pillage des sites archéologiques en France, ses conséquences sur la conservation du patrimoine et le développement de la recherche, et à présenter le positionnement de l'État et la politique publique mise en place par les services de l'État (Delestre). Le second témoignage s'attache à déconstruire le discours des lobbys du « détectorisme de loisir », démontrant que l'archéologue qui choisirait de collaborer avec ces pseudo-informateurs sous couvert de « sauver ce qui peut l'être » ne ferait que renforcer le « cercle vicieux du pillage ». Les deux témoignages suivants nous rappellent au contraire que les archéologues amateurs (Gransard-Desmond) ou des non-archéologues qui sont amenés à travailler avec des archéologues de par leurs activités (par exemple: les spéléologues) (Gauchon) peuvent aussi être des acteurs de la recherche avec qui l'archéologue gagne à travailler. Le contact avec les non-archéologues ne se fait pas toujours sans tensions. Toutefois, l'implication des citoyens dans la recherche (avec notamment l'émergence d'une archéologie de la demande citoyenne – voir par exemple Clavier, partie 5 de ce numéro) et dans la protection du patrimoine est un élément fondamental. Lorsqu'elle est bien menée, elle permet d'établir une relation de confiance qui peut être génératrice de solutions en aidant par exemple à lutter contre la destruction et le pillage des sites.

La quatrième partie, « Les restes humains, des vestiges archéologiques pas comme les autres », regroupe six contributions (Clavandier ; Schreiber, Neumann et Egbers ; Mathieu ; Colleter et Adèle ; Charlier ; Richier) questionnant le rapport de l'archéologue à l'étude des restes humains et l'émergence de sensibilités nouvelles à propos du corps mort dans la société. Cette évolution invite l'archéologue à un retour réflexif sur ses pratiques (par exemple au sujet de l'échantillonnage ou de la conservation). De nombreuses questions communes sont soulevées dans les différentes contributions. Le premier article (Clavandier) nous offre une vue d'ensemble des problèmes actuels en France face à la fouille des restes humains, à l'évolution des normes relatives à ces vestiges, à leurs statuts disparates et à l'évolution de la perception de ces aspects par la société. La plupart des auteurs de ce numéro s'interrogent d'ailleurs sur le statut de ces vestiges particuliers et sur le rapport que l'archéologue entretient face à eux : sont-ce des objets malgré le fait qu'il s'agisse d'anciens sujets? Doit-on leur attribuer un statut intermédiaire? Certains auteurs se réfèrent à la philosophie (Schreiber, Neumann et Egbers) pour définir les concepts d'êtres *réifiés*, d'êtres *abjects* ou d'êtres *sujets*, et d'*aliénation*, d'*altérisation* et de *subjectivisation* ; ces concepts leur permettent de proposer une analyse de la relation des archéologues aux vestiges. D'autres, en revanche, choisissent d'aborder la question sous l'angle du droit (Mathieu ; Colleter et Adèle). Des auteurs confrontés, dans leur pratique, à des problèmes identiques utilisent donc des outils différents pour proposer des solutions plus éthiques. La cinquième contribution est un témoignage qui apporte un éclairage supplémentaire, celui de la médecine légale (Charlier), dont les objectifs ne sont certes pas tout à fait identiques à ceux de l'archéologie, mais qui apporte un autre regard, le médecin légiste étant à la fois au contact des morts et des vivants. La dernière contribution est un commentaire critique (Richier), s'appuyant sur un cas pratique d'archéologie de la mort en contexte récent. Il invite à décrypter les questions qui se posent concrètement à l'archéologue dans le cas de la fouille de sépultures récentes, sur le terrain, mais aussi en amont et en aval de celui-ci. Par cette étude de cas précise, l'auteure questionne notre rapport au temps et à l'importance de la distance face à la mort, déjà évoqués ailleurs sous les prismes de la philosophie (Schreiber, Neumann et Egbers) et du droit (Mathieu ; Colleter et Adèle).

La cinquième partie, « L'archéologie face à l'impératif de gestion : quelles conséquences sur notre pratique? », rassemble trois articles (Vandevelde-Rougale et Zorzin ; Blein ; Tuffery) et un commentaire (Clavier), qui traitent des multiples tensions et pressions auxquelles sont soumis les archéologues, particulièrement en archéologie préventive, publique ou privée. Dans ce contexte préventif, les auteurs rappellent que l'aménageur est aujourd'hui le maître d'ouvrage de l'opération de fouilles, puisque c'est lui qui choisit l'opérateur archéologique, généralement en fonction du coût. La concurrence et la compétitivité

ont des conséquences délétères sur la qualité scientifique des fouilles, mais aussi sur les conditions de travail des archéologues. Le premier article (Vandevelde-Rougale et Zorzin) identifie également un mal plus profond et durable affectant désormais l'archéologie : le dévoiement de l'activité archéologique et sa perte de sens, qui sont accompagnés par des glissements de vocabulaire issus du monde du management et de la gestion, symptômes d'une évolution des mentalités depuis l'ouverture à la concurrence. Les auteurs appellent donc à questionner les mots employés pour parler de l'activité archéologique et à être vigilant face aux stratégies d'*archeo-washing*. Après une première étude de cas en archéologie préventive privée en Angleterre (Vandevelde-Rougale et Zorzin), le second article (Blein) met en évidence des tensions semblables dans l'archéologie préventive française, y compris dans le secteur public. L'auteure nous éclaire particulièrement sur la tension entre l'impératif de rentabilité imposé aux salariés et le fait que la fouille est une expérience unique et irréversible et que les archéologues travaillent avant tout sur un bien commun. Ces injonctions contradictoires, entre éthique scientifique et responsabilité d'entreprise, sont une nouvelle source de risques professionnels pour l'archéologue. Le troisième article (Tuffery) propose la mobilisation de l'éthique du *care* dans les entreprises d'archéologie pour limiter les nombreux risques socioprofessionnels : il ne s'agit pas que de prendre seulement soin des vestiges, mais aussi des archéologues et de leur travail, en remplaçant les pratiques générales qui s'imposent à tous d'une façon homogène par des pratiques spécifiques qui prennent en compte les particularités des individus. La quatrième contribution (Clavier) propose quant à elle une rupture avec la société de croissance et insiste sur la revalorisation de l'aspect social des projets d'archéologie préventive et de leur ancrage local. C'est dans cette même optique que le premier article (Vandevelde-Rougale et Zorzin) soulève la question d'un financement durable et pluriel, afin d'éviter la vassalisation de l'archéologie aux aménageurs et sa soumission à l'impératif de développement. Finalement, les solutions proposées par les auteurs pour sortir de ces situations de tensions sont multiples (archéologie de la demande citoyenne, archéologie comme outil pour la transition écologique et sociale des territoires, attachement essentiel à l'éthique scientifique, etc.) et ils appellent à l'émergence d'une archéologie durable, et inscrite *dans* et *pour* la société.

Les articles introductif (Cornu et Négri) et conclusif (Michel) sont tous les deux transversaux. Le premier aborde, du point de vue du droit, nombre des thématiques traitées dans ce numéro et propose des définitions de l'éthique, du droit et de la déontologie, ainsi que des sphères d'actions de ces registres normatifs. Le dernier article du numéro nous invite quant à lui à mener une vaste réflexion sur le comportement éthique des archéologues. Il traite de nombreux sujets déjà évoqués dans les différentes parties de ce numéro, mais dans le cas particulier de l'archéologie du Proche-Orient. Les thèmes du respect des législations nationales et de celles du droit international et des droits de l'Homme s'invitent aux côtés des questions de coopération avec les scientifiques locaux et d'échange de données, de formation des futures générations et du bien-être des ouvriers. La lutte contre le trafic des antiquités est ici analysée à l'échelle internationale ; elle n'a pas la même dimension que dans le cas du détectorisme (évoqué par Delestre et Lecroere), puisque le patrimoine constitue ici une ressource économique importante pour le financement de mouvements terroristes comme Daesh. De même, la sauvegarde et la restauration du patrimoine culturel ne sont pas toujours simples dans des territoires sous l'autorité de régimes dictatoriaux ou de groupes belligérants. Enfin, cet article insiste sur un élément essentiel, que l'on retrouve dans les autres contributions de ce numéro : la responsabilité du chercheur envers la société.

En conclusion du numéro, nous présentons une synthèse des différents problèmes éthiques évoqués et de certaines de leurs causes ainsi que des solutions communes proposées par les auteurs. En effet, les contributions ne posent pas simplement le constat de l'existence de questionnements éthiques ; elles s'emploient aussi à analyser les tensions qui les sous-tendent, à comprendre les processus à l'œuvre et à en identifier les causes. Ce travail est un préalable essentiel qui permet finalement de proposer de nombreuses solutions, pour une archéologie éthique et durable.

A need for ethics in archaeology?

Genesis of the Archaeo-Ethics conference

It was during stays at North American universities that we discovered ethics in archaeology as a subject. Ethics education is rare in France and was absent from our respective curricula, even though it seems essential to reflect on our profession, status, and position as a cultural and scientific profession in today's world. Furthermore, Anglo-Saxon archaeologists approach ethical issues in a way that is couched within their history and culture and as such cannot be directly imported into European frameworks.

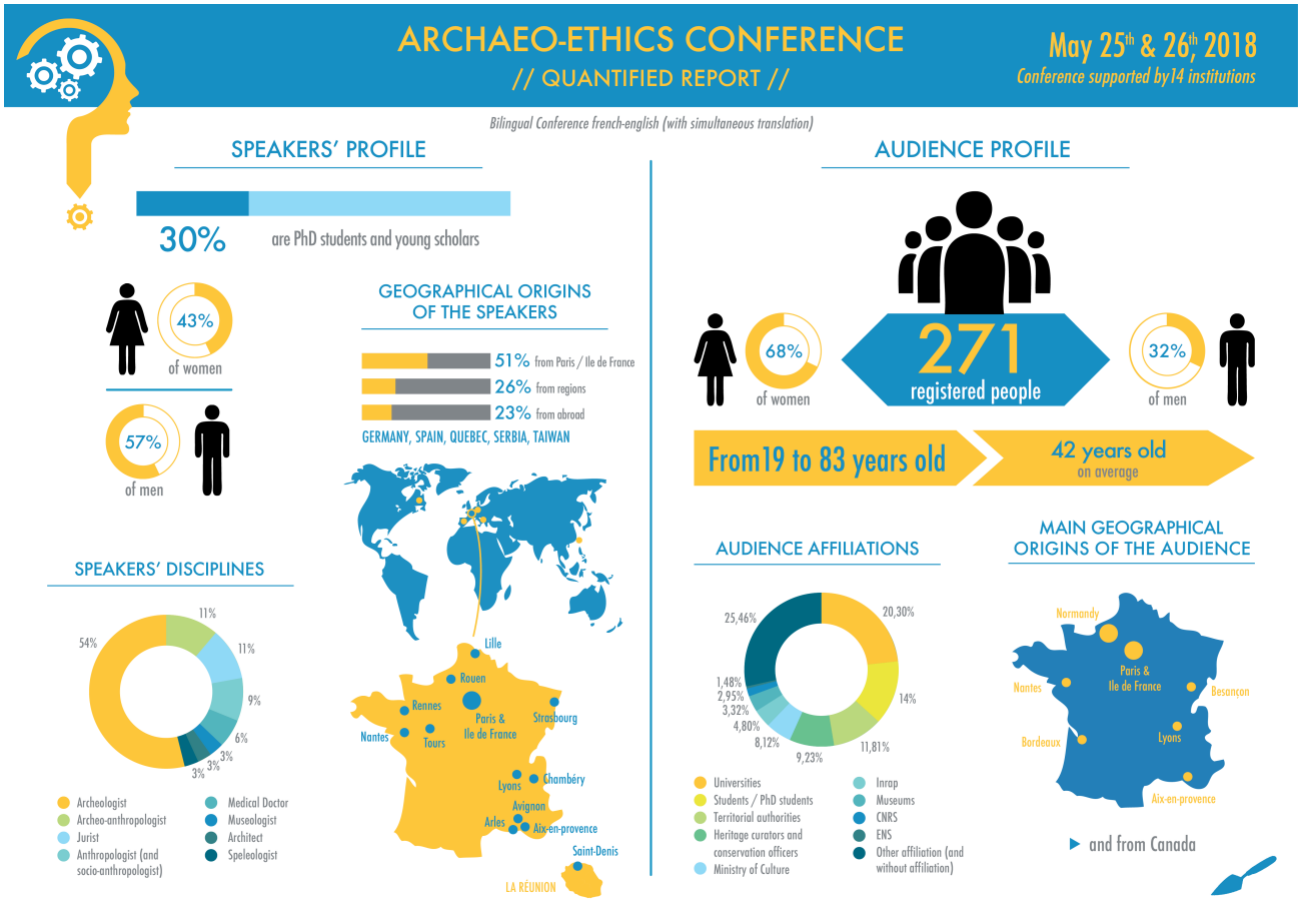
This is why we decided to organize a meeting in France on the theme of ethics in archaeology. The Archaeo-Ethics conference was held at the Institut National d'Histoire de l'Art (INHA) in Paris, 25-26 May, 2018. It brought together researchers from different countries and disciplines in the hope of stimulating a dialogue on themes traditionally addressed in ethics in archaeology, and new issues that are emerging in contemporary society. Archaeologists today are confronted with highly varied questions in their daily practice: difficult contexts (dictatorship, war, poverty, claimed territories), economic constraints, (de)regulation of archaeology and competition, funeral archaeology and the emergence of new sensitivities, the relationship between archaeologists and indigenous or local populations, the relationship between professional and amateur archaeologists, pressure to publish and good publishing practices, media coverage of results, etc. The conference was thus conceived as a space-time dedicated to taking a step back to reflect on our work, our practices and our missions.

Due to time constraints, the issue of sexism in archaeology could not be addressed during the conference. So in parallel, we staged the Archaeo-Sexism exhibition and have included it as the last contribution in this special issue (Mary, Pasquini and Vandevelde), to focus on this topic. All the creative works designed for the exhibition are, among others, presented there.

The participants in the conference: speakers and audience

During this conference, we wanted to initiate a dialogue between stakeholders with different profiles. First of all, by insisting on interdisciplinarity: non-archaeologists represented 34% of the participants, who included doctors, lawyers, sociologists, anthropologists, speleologists and museologists. Then, by the presence of international researchers (23% of participants) from Germany, Spain, Canada, Serbia, Taiwan; and French researchers from many cities in France[6]. Finally, by the involvement of doctoral students and young researchers (30% of participants; Figure). The combination of these different profiles – both in terms of experience, disciplinary fields and countries and regions of origin – made it possible to vary points of view and approaches. We also wanted to enrich the discussions by devoting 40% of the conference time to discussions with the audience[7], which allowed an audience of professionals, students, amateurs or citizens to broaden the debate through the sharing of their experiences, questions and comments. Discussions were active and frequent, demonstrating the audience's interest in the many ethical issues explored during these two days.

The public's interest was also reflected by the large number of participants, with a packed auditorium (68% women and 32% men, aged 19 to 83) who came, mainly from Paris and Île-de-France but also from many French regions[8]. Here too, the profiles were varied, including heritage professionals[9] but also doctors, biotechnological engineers and technicians, writers, architects, members of the national education system, etc. (Figure). Following the conference and the many discussions it generated, some participants and session chairs decided to propose additional contributions that were perfectly integrated into the publication of the proceedings gathered in this thematic issue. One of the aims of this publication is to pursue and enrich the dialogue between European and Anglo-Saxon archaeologists, sometimes with very different visions. With this in mind, the videos of the conference were posted online in their original and dubbed versions (French-English), in order to be accessible to as many people as possible.



Produced by Claire Dupuis

[6] Aix-en-Provence, Arles, Avignon, Chambéry, Lille, Lyon, Nantes, Paris – Île de France, Rennes, Rouen, Strasbourg, Saint-Denis de la Réunion and Tours.
[7] The discussions were rich, but unfortunately could not be put online following the formal presentations for reasons of image rights.
[8] Mostly from Normandy, Franche-Comté, Auvergne-Rhône-Alpes, PACA, Pays-de-la-Loire and Aquitaine.
[9] Archaeologists attached to universities, local authorities, Inrap (Institut national de recherches archéologiques préventives), the Ministry of Culture and the CNRS (Centre National de la Recherche Scientifique), heritage conservators and conservation officers, museum professionals and members of the heritage and archives inspection.

The Issue can be divided into five main thematic parts

The first part, entitled “What collaborations between archaeologists and local populations?” brings together three contributions (Gates St-Pierre; Bousquet; González-Ruibal) and addresses the issue of otherness and issues related to collaboration with local populations in different parts of the world, particularly in post-colonial contexts. The gradual decolonization of archaeology invites the researcher to adopt a reflective approach and redefine their practices, while questioning their relationship with the populations and the archaeological heritage (Gates St-Pierre). Action research or collaborative research have gained in popularity, actively involving populations in the research process (Bousquet); are they therefore more ethical? What pitfalls should be avoided when these approaches are adopted? The authors also show that the deconstruction of practices alone is not enough (González-Ruibal); archaeologists must also deconstruct the representation of the Other with whom they interact: it is necessary to leave behind a fantasized vision of otherness, often still marked by the myth of the “Noble savage”. There is no common and homogeneous entity constituted by indigenous communities, so there is no single recipe for interacting with them. The situations encountered by archaeologists are varied and complex, particularly with regard to the confrontation of traditional knowledge with the knowledge produced by archaeological research (Gates St-Pierre), which does not always lead to a consensus on the past. The archaeologist must maintain and defend the scientific rigour of their work; they cannot, however, reject or deny the existence of another discourse on the past. Including traditional knowledge does not imply distorting the results of its scientific research, but rather allowing the coexistence of competing or complementary discourses on the past (Gates St-Pierre). The deconstruction of the representation of the Other (González-Ruibal) is the preliminary step to allowing the adoption of a critical and reflexive view of both the researcher’s knowledge and interests and those of local populations.

The second part, “(Re-)appropriation or instrumentalization of archaeological research?”, includes three articles (March; Molinié; Vidal and Petit) dealing with archaeology in relation to the processes of identity building. Research sites and results are regularly exploited to serve political or religious ideologies aimed at creating identities (generally national) that are often fantasized, or to serve economic interests. The first two articles in this section revisit the relationship between researchers and local populations, this time in Latin America, but with a particular focus on globalization, politics and economics (largely related to tourism). The inclusion of a site on the United Nations World Heritage List, for example, raises a number of ethical questions for archaeologists at several levels: local, national and international. The recognition of a relationship between a current community and the heritage associated with a culture of the past can have significant social and economic consequences at the regional level (March). The involvement of the populations in the heritage development process is therefore essential, but it is not neutral. Is there a difference in legitimacy when a minority takes its past and uses it as a flag or when a sovereign state uses its own to build a national story? Should archaeologists be alarmed by the contribution of archaeological remains or their work to the construction of national ideologies, as in Peru around the figure of the Inca State Indian, or international with the development of the New Age mystique (Molinié)? Are there any differences when transposing the instrumentalization of archaeological research into the construction of a national myth in France? The question of the construction of a national myth supported by archaeology is raised by the last article in this section (Vidal and Petit), which also challenges us on the attitude to adopt, as researchers and scientists, on the media’s treatment of an alleged controversy (the location of the headquarters of the Battle of Alesia) for ideological and mercantile purposes, this time in a European context.

We remain in France with the third part: “What collaborations between professional archaeologists and heritage enthusiasts (from qualified amateurs to looters)?”. The four contributions (Delestre; Lecroere; Gransard-Desmond; Gauchon) invite us to question our relationships with “heritage enthusiasts”, declared as such or real. Archaeological heritage is part of the landscape and populations sometimes show great interest in archaeological remains, especially when they live near sites. When archaeologists wish to involve them in the research process, the first difficulty may lie in the differentiation between amateurs (sometimes members of learned societies) and potential informants on the one hand, and looters or detectorists on the other hand; the latter often present themselves as history lovers and great connoisseurs of the local landscape. Further, among the latter we find the same rhetoric used by some opinion manipulators and supporters of the national myth (Vidal and Petit, part 2 of this volume), namely that of the conspiracy theory (Lecroere), which accuses archaeologists and state services of persecution. The first perspective aims to present the current situation regarding the looting of archaeological sites in France, its consequences on heritage conservation and the development of research, and to present the positioning of the State and the public policy implemented by the State services (Delestre). The second perspective attempts to deconstruct the discourse of the lobbies of “leisure detectorism”, demonstrating that the archaeologist who chooses to collaborate with these pseudo-informants under the guise of “saving what can be saved” might in fact be reinforcing the “vicious circle of looting”. The next two perspectives remind us that amateur archaeologists (Gransard-Desmond) or non-archaeologists who work with archaeologists because of their activities (such as speleologists) (Gauchon) can also be research actors with whom the archaeologist benefits by collaborating. Contact with non-archaeologists is not always without tension. However, the involvement of citizens in research (including the emergence of a citizen-driven archaeology – see for example Clavier, part 5 of this Issue) and in heritage protection is fundamental. When properly conducted, it helps to establish a relationship of trust that can generate solutions by helping, for example, to combat the destruction and looting of sites.

The fourth part, “Human remains, archaeological remains unlike any other”, brings together six contributions (Clavandier; Schreiber, Neumann and Egbers; Mathieu; Colleter and Adèle; Charlier; Richier) questioning the archaeologist’s relationship to the study of human remains and the emergence of new sensibilities about the dead body in society. This evolution invites the archaeologist to reflect on their practices (for example, sampling or conservation). Many common questions are raised in

the various texts. The first article (Clavandier) provides an overview of the current problems in France with regard to the excavation of human remains, the evolution of the norms relating to these remains, their disparate status and the evolution of society's perception of these aspects. Most of the authors of this issue wonder about the status of these particular remains and the relationship that the archaeologist has with them: are they objects despite the fact that they were formerly subjects? Should they be assigned an intermediate status? Some authors refer to philosophy (Schreiber, Neumann and Egbers) to define the concepts of *reified beings*, *abject beings* or *subject beings*, and *alienation*, *alteration* and *subjectification*; these concepts allow them to propose an analysis of the relationship of archaeologists to remains. Others choose to approach the issue from a legal perspective (Mathieu; Colleter & Adèle). Authors confronted, in their practice, with identical problems therefore use different tools to propose more ethical solutions. The fifth contribution is a perspective that provides an additional perspective, that of forensic medicine (Charlier), whose objectives are certainly not entirely identical to those of archaeology, but which provides another perspective, since the forensic scientist is in contact with both the dead and the living. The last text is a critical commentary (Richier) based on a practical case of the archaeology of death in a recent context. It invites the reader to decipher the questions that concretely arise for the archaeologist in the case of the excavation of recent graves, both in the field and before and after it. Through this specific case study, the author questions our relationship to time and the importance of distance from death, already mentioned elsewhere under the prisms of philosophy (Schreiber, Neumann and Egbers) and law (Mathieu; Colleter and Adèle).

The fifth part, "Archaeology in the face of a management imperative: what consequences for our practice?", brings together three articles (Vandevelde-Rougale and Zorzin; Blein; Tuffery) and a commentary (Clavier), which deal with the multiple tensions and pressures to which archaeologists are subjected, particularly in preventive archaeology, whether public or private. In this preventive context, the authors recall that the developer is now the project manager of the excavation operation, since it is they who choose the archaeological operator, generally on the basis of cost. Competition and competitiveness have deleterious consequences on the scientific quality of excavations, but also on the working conditions of archaeologists. The first article (Vandevelde-Rougale and Zorzin) also identifies a deeper and lasting harm now affecting archaeology: the misuse of archaeological activity and its loss of meaning, which are accompanied by shifts in vocabulary from the world of management and administration, symptoms of a change in mentalities since the opening to competition. The authors therefore call on us to question the words used to talk about archaeological activity and for vigilance with regard to archaeo-washing strategies. After a first case study in private preventive archaeology in England (Vandevelde-Rougale & Zorzin), the second article (Blein) highlights similar tensions in French preventive archaeology, including in the public sector. The author sheds light on the tension between the imperative of profitability imposed on employees and the fact that excavation is a unique and irreversible experience and that archaeologists work above all for a common good. These contradictory injunctions, between scientific ethics and corporate responsibility, are a new source of professional risks for archaeologists. The third article (Tuffery) proposes the mobilization of care ethics in archaeological enterprises to limit the many socio-professional risks: it is not only a question of taking care of the remains but also of archaeologists and their work, by replacing the general practices that are imposed on all in a homogeneous way with specific practices that take into account the characteristics of individuals. The fourth text (Clavier) proposes a break with the growth society and insists on the revaluation of the social aspect of preventive archaeology projects and of their integration at a local scale. The first article (Vandevelde-Rougale and Zorzin) raises, in the same perspective, the question of sustainable and plural financing, in order to avoid the vassalization of archaeology to planners and its submission to the imperative of development. Finally, the solutions proposed by the authors to overcome these situations of tension are numerous (citizen-driven archaeology, archaeology as a tool for the ecological and social transition of territories, essential attachment to scientific ethics, etc.) and they call for the emergence of a sustainable archaeology, inscribed *in* and *for* society.

The introductory (Cornu and Negri) and concluding (Michel) articles are both transversal. The first addresses, from a legal point of view, many of the topics covered in this Issue and proposes definitions of ethics, law and deontology, as well as the spheres of action of these normative registers. The last text of the Issue invites us to conduct a broad reflection on the ethical behaviour of archaeologists. It deals with many of the subjects already mentioned in the various parts of this Issue, but in the particular case of Middle Eastern archaeology. The themes of respect for national legislation and that of international law and human rights are explored alongside issues of cooperation with local scientists and data exchange, training of future generations and the well-being of workers. The fight against trafficking in antiquities is analysed here on an international scale; it does not have the same dimension as in the case of detectorism (mentioned by Delestre and Lecroere), since heritage is an important economic resource for the financing of terrorist movements such as ISIS (Daesh). Similarly, the safeguarding and restoration of cultural heritage is not always easy in territories under the authority of dictatorial regimes or belligerent groups. Finally, this article emphasizes an essential element, which is found in the other contributions in this Issue: the researcher's responsibility towards society.

At the end of this Issue, we present a synthesis of the various ethical issues raised and some of their causes as well as the common solutions proposed by the authors. Indeed, the texts do not simply raise the existence of ethical questions; they also seek to analyse the underlying tensions, to understand the processes at work and to identify their causes. This work is an essential prerequisite that makes it possible to propose many solutions for an ethical and sustainable archaeology.

Remerciements
Nous souhaitons remercier tout particulièrement Madame la Sénatrice Catherine Morin-Desailly, marraine du colloque Archéo-Éthique, présidente de la commission culture au Sénat, représentée lors de l'événement par Monsieur le Sénateur Pierre Ouzoulias, vice-président de cette même commission, de même que l'ensemble des intervenants et présidents de session. Ce colloque n'aurait pu voir le jour sans le soutien financier et/ou scientifique des nombreuses institutions qui ont montré un intérêt pour ce projet : le Ministère de la Culture via la sous-direction de l'Archéologie, l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, son Collège des Écoles Doctorales et son École Doctorale d'Archéologie (ED112), la Fondation Maison des Sciences de l'homme, l'UMR 7041 ArScAn et trois de ses équipes de recherches (Ethnologie préhistorique, Archéologies environnementales, VEPMO), le LABEX Les passés dans le présent, le Campus Condorcet, le Comité d'éthique du CNRS (Comets), l'Institut national du patrimoine, le Deutscher Akademischer Austauschdienst, et bien sûr, le comité éditorial de la *Revue canadienne de bioéthique*. Nous remercions également pour leur aide précieuse et leurs conseils : Madame la sénatrice Corinne Bouchoux, Monsieur Mourad Besbes, Madame Hélène Criaud, Monsieur le conservateur Christian Hottin, Monsieur le sous-directeur Benoît Kaplan, Madame Franciska Moutaman-Sevagamy, Monsieur le Professeur Christophe Petit, Madame Maï-Ly Dubreuil, Madame Claire Dupuis, Monsieur Adrian Evans, Monsieur Hyunjip Kim, et les bénévoles qui nous ont épaulées lors du colloque : Monsieur Jean-Pierre Auger, Madame Laetitia Brivert, Madame Léa Hermenault, Madame Léa Jacquelin, Madame Gayané Momajian, Monsieur Augustin Pasquini et Madame Kahina Saheb. Enfin, nous remercions les membres du comité scientifique du colloque : Monsieur le Professeur Pascal Butterlin, Monsieur le conservateur Xavier Delestre, Monsieur le Professeur Christian Gates St-Pierre, Madame la Professeure Anne Lehoërff, Monsieur le Professeur Christophe Petit, Madame la Professeure Hara Procopiou, Monsieur le Professeur Boris Valentin et Monsieur le Professeur François Villeneuve.

Acknowledgements
We would like to thank Senator Catherine Morin-Desailly, patron of the Archaeo-Ethics conference, chair of the Senate Culture Committee, represented at the event by Senator Pierre Ouzoulias, vice-chair of the same committee, as well as all the speakers and session chairs. This conference would not have been possible without the financial and/or scientific support of the many institutions that have shown an interest in this project: the Ministry of Culture via the Archaeology Sub-Directorate, the University of Paris 1 Panthéon-Sorbonne, its College of Doctoral Schools and its Doctoral School of Archaeology (ED112), the Fondation Maison des Sciences de l'homme, the UMR 7041 ArScAn and three of its research teams (Prehistoric Ethnology, Environmental Archaeologies, VEPMO), LABEX Les passés dans le présent, Campus Condorcet, the CNRS Ethics Committee (Comets), the Institut national du patrimoine, the Deutscher Akademischer Austauschdienst, and of course, the Editorial Committee of the *Canadian Journal of Bioethics*. We also thank Senator Corinne Bouchoux, Mr. Mourad Besbes, Mrs. Hélène Criaud, Curator Christian Hottin, Deputy Director Benoît Kaplan, Mrs. Franciska Moutaman-Sevagamy, Professor Christophe Petit, Mrs. Maï-Ly Dubreuil, Mrs. Claire Dupuis, Mr. Adrian Evans, Mr. Hyunjip Kim, and the volunteers who supported us during the conference: Mr. Jean-Pierre Auger, Mrs. Laetitia Brivert, Mrs. Léa Hermenault, Mrs. Léa Jacquelin, Mrs. Gayané Momajian, Mr. Augustin Pasquini and Mrs. Kahina Saheb. Finally, we would like to thank the members of the Scientific Committee of the conference: Professor Pascal Butterlin, Curator Xavier Delestre, Professor Christian Gates St-Pierre, Professor Anne Lehoërff, Professor Christophe Petit, Professor Hara Procopiou, Professor Boris Valentin and Professor François Villeneuve.

Conflit d'intérêts
Aucun à déclarer

Conflicts of Interest
None to declare

Édition/Editors: Bryn Williams-Jones

Affiliations
[a] UMR 7041 ArScAn – équipe Archéologies environnementales
[b] Université Paris 1 – Panthon-Sorbonne, Paris, France

Correspondance / Correspondence: Ségolène Vandevelde, segolene.vandevelde@univ-paris1.fr

Reçu/Received: 30 Dec 2018 **Publié/Published:** 27 Nov 2019

Les éditeurs suivront les recommandations et les procédures décrites dans le Code of Conduct and Best Practice Guidelines for Journal Editors de COPE. Plus précisément, ils travaillent pour s'assurer des plus hautes normes éthiques de la publication, y compris l'identification et la gestion des conflits d'intérêts (pour les éditeurs et pour les auteurs), la juste évaluation des manuscrits et la publication de manuscrits qui répondent aux normes d'excellence de la revue.

The editors follow the recommendations and procedures outlined in the COPE Code of Conduct and Best Practice Guidelines for Journal Editors. Specifically, the editors will work to ensure the highest ethical standards of publication, including: the identification and management of conflicts of interest (for editors and for authors), the fair evaluation of manuscripts, and the publication of manuscripts that meet the journal's standards of excellence.